

Toujours non ? Mais on ne nous demande jamais de dire oui ! Il n'y a pas une négociation, juste son simulacre. C'était un délit d'initiés : Berger et Gattaz avaient préparé le Pacte avec Hollande. Contreparties ? Un mot pour amuser les experts en démoralisation. Même les maîtres démineurs ne peuvent pas dégonfler le conflit. Démineurs ? Oui, ce peuple des ministères, formé à l'école Montebourg, qui reçoit des délégations en colère pour leur dire qu'elles ont raison mais que tout doit continuer comme avant, autant se calmer et attendre... l'entrée à Pôle Emploi. Alors, on sort les mouchoirs ou on se mobilise ? Une plate-forme revendicative commune à toutes les forces du Travail est nécessaire pour rassembler et reconstruire le rapport des forces. Nous en proposons une, à enrichir et soumettre aux salariés. **Allons la défendre dans la rue le 18 mars pour qu'elle prenne vie, prépare la suite et devienne l'alternative au syndicalisme de reddition.**

Le chômage est le grand gagnant de la cérémonie du « Pacte » Seules les forces du Travail vaincront le chômage !

S'il avait quelques chose à voir avec la « Responsabilité », le « Pacte » devait résoudre ce problème majeur : **5 228 800 chômeurs (outre-mer compris) + 667 800 chômeurs définitifs ("D" et "E") - chiffres de Pôle Emploi.** Mais le « Pacte » parle de toute autre chose que des solutions à apporter au chômage de masse.



Gattaz et Berger, les forcenés du Pacte

- **Le Pacte veut aggraver l'ANI** par la mise en cause définitive des instances représentatives du personnel
- **Le Pacte consacre** l'ouverture d'une séance sur le financement de la Sécurité sociale. Le Medef veut se débarrasser de ses cotisations sociales, imposées à la Libération, et privatiser la sécurité sociale, sous couvert d'en changer le financement.
- **Le Pacte entérine** des réunions de branches cadennassées par l'accord des deux troïkas, Medef-Cgpme-Upa + Cfdt-Cgc-Cftc. Ce n'est même plus un « accord minoritaire », c'est un simulacre de négociations préparées par avance. Les salariés n'ont pas leur mot à dire. Quelle démocratie ?

Le Pacte ? Une reddition inutile parce qu'écrite à l'avance...

Le Pacte est le produit de l'idéologie commune à Gattaz et Berger signée dans un long document de juin 2011, matrice de tous les ANI. Selon ces « partenaires sociaux », la crise n'existe pas, il ne s'agit que d'un déficit de compétitivité. Donc ? Courons après la restauration des « marges » des propriétaires, rentiers, tenanciers d'actions et patrons en renonçant à toute revendication sociale. Telle est leur seule urgence. Demain, on raserait gratis. En fait ils ne nous raseront jamais, car déjà ils nous tondent...

Ce qu'entraîne leur logique, ce sont ces mesures sans fin de baisse du « coût du travail », c'est-à-dire les licenciements perpétuels, le recul du salaire, de la Sécurité sociale et le transfert des cotisations patronales vers les salariés. Le Pacte est en ce sens une reddition inutile, car CFTD CFTC et CGC ont déjà signé un programme commun à usage permanent avec le Medef, la CGPME et l'UPA, réédité sous la forme d'un document sur « la croissance » après l'ANI, en juin 2013.

C'est en fonction de ce programme commun que le spectacle de pseudo négociations se déroule, excluant par principe l'avis des principaux intéressés, les chômeurs, les actifs, les jeunes, les retraités. Et les autres syndicats...

La nuit sociale qui tombe sur la présidence Hollande

Au terme de la loi constitutionnelle et de l'esprit des lois, le président de la République est garant de la cohésion sociale. Quoi de plus destructeur pour cette cohésion que la montée inexorable du nombre de sans-travail et de précaires. L'inégalité devant la seule ressource d'existence, le travail, est le facteur de crise qui offre au Front national d'être l'éboueur de tous les désespoirs pour mieux les orienter vers le racisme.

Pourtant Hollande a appelé de ses vœux (et dans ses vœux) à un compagnonnage étroit entre le patronat et sa présidence pour « baisser les charges ». D'où le crédit d'impôts (CICE) payé par la

hausse de la TVA, le transfert des cotisations patronales Famille vers les actifs, chômeurs et retraités. Et surtout le « laisser passer, laisser faire » les licenciements quotidiens. **Il n'a jamais été question de contreparties**, car l'opération « Pacte » suppose la soumission de toute question sociale à la restauration des profits sous la menace active d'un chômage de masse.

Si bien que la république de Hollande, malgré l'article premier de la Constitution, n'est pas une république sociale mais Kapital.

Gattaz et les grands patrons sont-ils en train de gagner la lutte des classes ?

Dès le lendemain de la signature du Pacte, **le président du Medef a suggéré que la baisse des charges pourrait servir à verser des dividendes aux actionnaires**. Il a fait une déclaration remarquée sur la distribution de dividendes aux actionnaires lors d'un petit-déjeuner organisé par l'association patronale Ethic.

Cette incongruité à table n'est que la pratique patronale la plus banale : les banquiers, une fois renfloués par l'argent public, se partagent en ce moment même des dividendes en hausse massive. Les milliardaires, classés dans l'ordre du tas d'or par le magazine Forbes, font de même.

Et pendant ces plantureux déjeuners où des messieurs s'échangent les vérités premières de leur lutte des classes, **ils continuent de procéder à l'équarrissage de l'emploi**, de l'industrie, pour envoyer les capitaux récupérés vers le secteur financier tant juteux.

Pour un Pacte social de mobilisation entre toutes les forces du Travail

1 Gel immédiat des licenciements, des plans sociaux et des plans de départs réputés « volontaires » !
Embauche des jeunes à la place des contrats au rabais.

Une loi contre les licenciements et pour contraindre à l'embauche ! Les entreprises abandonnées par les états majors patronaux doivent revenir à la collectivité nationale !

Pour le plein emploi, contre l'économie des rentiers et des financiers. L'emploi est un droit, l'actionnariat un vol !

2 La Sécurité sociale est à nous ! Non à la privatisation et à la fiscalisation !

Arrêt du transfert des cotisations patronales vers les salariés et abrogation des exonérations des employeurs !

Taxation des dividendes des rentiers, proportionnelle au montant de leur fortune réelle. Récupération des capitaux de l'évasion fiscale pour les verser à la protection sociale.

Retour à un impôt démocratique qui taxe les riches à la hauteur de leur tas d'or et qui épargne les démunis. La TVA doit être immédiatement ramenée au plus bas.

3 Assez du chantage emploi contre salaire. Ne lâchons plus rien sur les salaires. Les actionnaires pillent les richesses que nous créons ! Egalité immédiate hommes/femmes - le SMIC à 1 700 euros net - augmentation générale des salaires en proportion de la hausse du SMIC. Les capitaux de l'évasion fiscale et de la spéculation financière fianceront le tout !

4 Contre le Front national, déguisé en parti du peuple, habillé dans le vieil uniforme de l'extrême droite raciste.